



ÉTUDE SUR LES BESOINS DE FORMATION DES SECTEURS PRODUCTIFS DE LA MAURITANIE

RÉALISE PAR IBC SPAIN
JUN 2020

Contenu

Approche au pays.....	2
Evolution socioéconomique récente.....	3
Emploi.....	4
Analyse de la situation actuelle et perspectives du secteur productif et industriel en Mauritanie.....	8
Situation actuelle du secteur productif de la Mauritanie	8
Sous-secteurs industriels avec du potentiel de croissance	10
Enjeux du secteur industriel en Mauritanie	12
Analyse des secteurs avec du potentiel de croissance en Mauritanie	16
Énergies renouvelables	16
Pétrole et gaz	18
Tourisme.....	19
Secteur portuaire	21
Secteur de la pêche: industrie de transformation	22
Secteur agroalimentaire.....	23
Nouvelles technologies	23
Entrepreneuriat	25
Analyse de la formation générale et professionnelle en Mauritanie	26
Système de la formation générale en Mauritanie	26
Système de la formation professionnelle en Mauritanie.....	29
Analyse des politiques publiques en emploi et formation en Mauritanie.....	31
Conclusions	33
ANNEXE : Index des tableaux, graphiques et illustrations	34

Approche au pays



La République Islamique de Mauritanie a une surface de 1.030.700 kilomètres carrés (presque le double de la surface de l'Espagne). Le pays est bordé par le Sahara Occidental au Nord (géré par le Maroc), par l'Algérie au Nord-ouest, par le Mali à l'Est et au Sud-est et par le Sénégal au Sud-ouest. Le désert du Sahara occupe presque tout le territoire du pays.

Le pays est presque plat, l'altitude maximale est 910 mètres situés à Kediet ej Jill.

Il y a trois saisons : entre novembre et avril, avec des températures modérées pendant la journée et frais pendant la nuit, avec possibilité

de quelques tempêtes de sable ; entre mai et juillet, où les vents du Harmattan du Nord-Est soufflent de l'air chaud et sec, en augmentant les températures ; et entre août et octobre, saison de pluies avec des orages et des pluies diluviennes mais courtes. Le climat est très humide dans cette époque, avec des températures d'environ 45 degrés et une humidité du 50% au 70%.

Le tableau suivant indique les données de base du pays :

Tableau 1. Données de base de la Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : CIA WORLD FACT BOOK, Nations Unies et Banque Mondiale

DONNÉES DE BASE DE LA MAURITANIE	
Capitale	Nuakchot
Villes principales	Nouadhibou, Kaédi, Rosso-Boghé et Kiffa
Population (juillet 2020)	4.005.475
Densité de population	4 habitants par Km ²
Croissance de la population	2,09%
Espérance de vie	64,5 ans
Taux d'alphabétisation	53,5%
Taux brut de natalité (par mille)	29 naissances/1000
Taux brut de mortalité (par mille)	7,5 morts/1000
Langue officielle	Arabe (officiel et national), Pular, Soninké, Wolof, Français

Religion	Musulmane
Devise	Ouguiya mauritanien (MRO)
Utilisateurs d'Internet (juin 2019)	1.370.000 utilisateurs

Évolution socioéconomique récente

L'économie de la Mauritanie est dominée par les industries extractives (pétrole et mines), la pêche, l'élevage, l'agriculture et les services. Selon la Banque Centrale de la Mauritanie, la moitié de la population dépend encore de l'agriculture et l'élevage. Dans les dernières années de croissance du PIB elle a été motivée, en grande partie, par les investissements étrangers, surtout dans les secteurs minier et pétrolier.

L'économie est très sensible aux prix internationaux des matières premières, tels que les aliments et les produits de base extractifs. Autres risques pour l'économie de la Mauritanie sont les sécheresses récurrentes, la dépendance de l'aide étrangère et l'investissement, et l'insécurité dans le pays voisin, le Mali, ainsi que le manque d'infrastructure, de capacité institutionnelle et de capital humain. En décembre 2017, la Mauritanie et le Fonds Monétaire International (FMI) ont signé un accord de trois ans au titre de la Ligne de Crédit Étendue pour promouvoir la croissance économique, maintenir la stabilité macroéconomique et réduire la pauvreté. L'investissement en agriculture et infrastructures représente les composants les plus importants des dépenses publiques du pays.

L'urbanisation a aussi évolué rapidement, du 7% en 1960 au 60% en 2015, 10 fois plus en une seule génération. Cependant, la migration interne a exacerbé la pauvreté dans les zones urbaines. La faible productivité et le manque de diversification face aux vulnérabilités liées au climat ralentissent le rythme de la réduction de la pauvreté.

La croissance économique estimée pour l'année 2019, selon le FMI, est située au 5,9% motivée par un boom minier issu d'une récupération dans la production de fer et un redressement de la production d'or dû aux expansions passées des mines d'or. Pendant ce temps, la croissance non-extractive est restée solide (4,7% en 2019) soutenue par les télécommunications et le transport.

Pour l'année 2020, le FMI prévoit que l'économie de la Mauritanie va éprouver une récession du 0,8% dû à la situation caractérisée par la pandémie du coronavirus et les conséquences dans la demande de la Chine et de l'Europe, les principaux partenaires commerciaux du pays. En outre, dû à la réduction de l'activité économique, il y aura des pertes d'emplois, spécialement pour les travailleurs informels dans les secteurs des services et de la manufacture. On s'attend à ce que la pauvreté augmente jusqu'au 6,5% de la population, et le nombre de pauvres extrêmes augmentera de près de 30 mille personnes au cours de l'année 2020.

Le tableau suivant indique l'évolution des principaux indicateurs socioéconomiques dans la période comprise entre 2017 et 2019 :

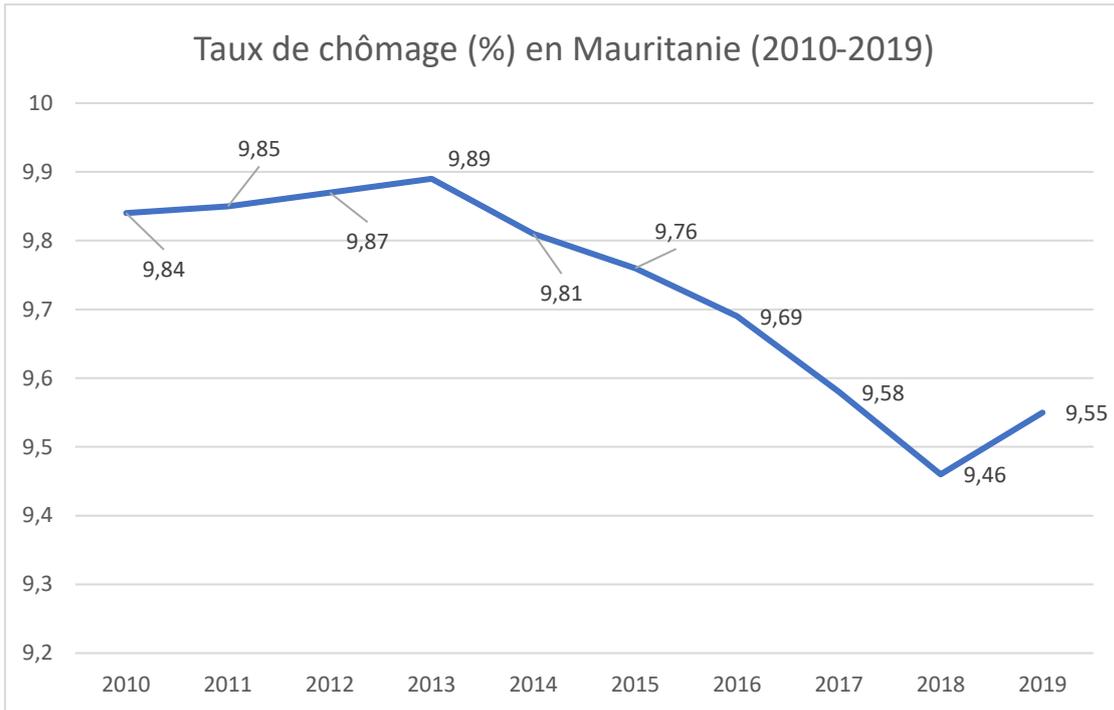
Tableau 2. Principaux indicateurs économiques. Élaboration ad hoc. Sources : diverses

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES	2017	2018	2019	Source
PIB (MUSD à des prix courants)	4.905.893.855	5.234.817.927	5.296.000	Banque Mondiale
Valeur ajoutée secteur primaire (%PIB)	23,88	25,92	NA	Banque Mondiale
Valeur ajoutée secteur secondaire (%PIB)	29,11	26,08	NA	Banque Mondiale
Valeur ajoutée secteur des services (%PIB)	39,44	40,23	NA	Banque Mondiale
Taux de variation réelle (%)	3,5	2,1	5,9	FMI
Inflation. Moyenne annuelle (%)	2,3	3,1	3,9	FMI
% Chômage de la population active	9,58	9,46	9,55	Organisation Internationale du Travail/Banque Mondiale
Exportation en MUSD	1.722,4	1.813,19	1.972,9	ICEX
Exportation, % de variation concernant la période précédente	23,0	12,7	5,3	ICEX
Importations en MUSD	2.093,9	2.297,1	2.306,2	ICEX
Importations % de variation concernant la période précédente	10,2	11,1	10,1	ICEX
Investissement Étranger Direct en MUSD	588,2	592,5	388,1	UNCTAD

Emploi

La Mauritanie a une population d'un peu plus de 4 millions d'habitants, sa population est jeune, car le 57,6% de la population totale est âgée de 15 à 64 ans, conformément au Fonds des Nations Unies pour la Population, c'est-à-dire qu'elle a une population de plus de 2,3 millions d'habitants en âge de travailler et considérée comme population active.

Tel qu'il a été constaté au début du document, le taux de chômage pour l'année, conformément à la Banque Mondiale à partir des modèles prédictifs de l'Organisation International du Travail (OIT) des Nations Unies, le chômage en Mauritanie a atteint le 9,55% du total de la population ayant l'âge pour travailler (15 ans ou plus), face à un taux du 9,84% enregistré en 2010.



Graphique 1. Taux de chômage 2010-2019. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale/OIT

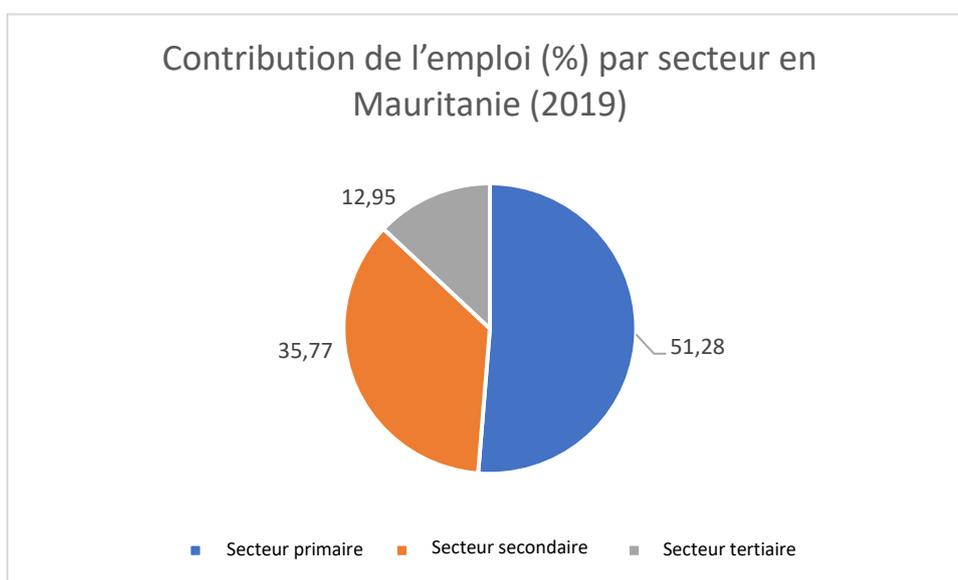
Conformément aux mêmes sources précitées, le taux de chômage est plus élevé chez les femmes qui ont atteint un taux de chômage du 12,11% au cours de l'année 2019, pendant que les hommes avaient atteint un taux de chômage du 8,37%. L'Office Nationale des Statistiques ne dispose pas de données mises à jour sur le taux de chômage, les dernières données disponibles sont celles de l'année 2017 et situe le taux de chômage au 10,3%, une légère déviation ascendante par rapport aux données de l'OIT.

En août 2017, l'Office Nationale des Statistiques a publié le rapport sur l'emploi et le secteur informel, qui décrit plus en détail la jeunesse de la population de la Mauritanie, avec les conclusions suivantes en matière d'emploi,

- La proportion de la population active représente le 37% de la population en âge de travailler en 2017. Indépendamment du sexe, les personnes employés ont principalement entre 25 et 49 ans, ce qui représente le 63,3% des personnes en âge de travailler.
- La population au chômage est essentiellement jeune, le 34,6% des chômeurs ont moins de 24 ans. Selon la répartition spatiale, le 73,2% des chômeurs vivent dans des zones urbaines.
- La population au chômage représente le 58.5% de la population en âge de travailler. Cependant, plus de deux tiers (70,6%) de cette population est composée par des femmes.
- Participation dans la vie active : le 59,6% des hommes par rapport à seulement le 28,2% des femmes participent réellement dans la vie active.

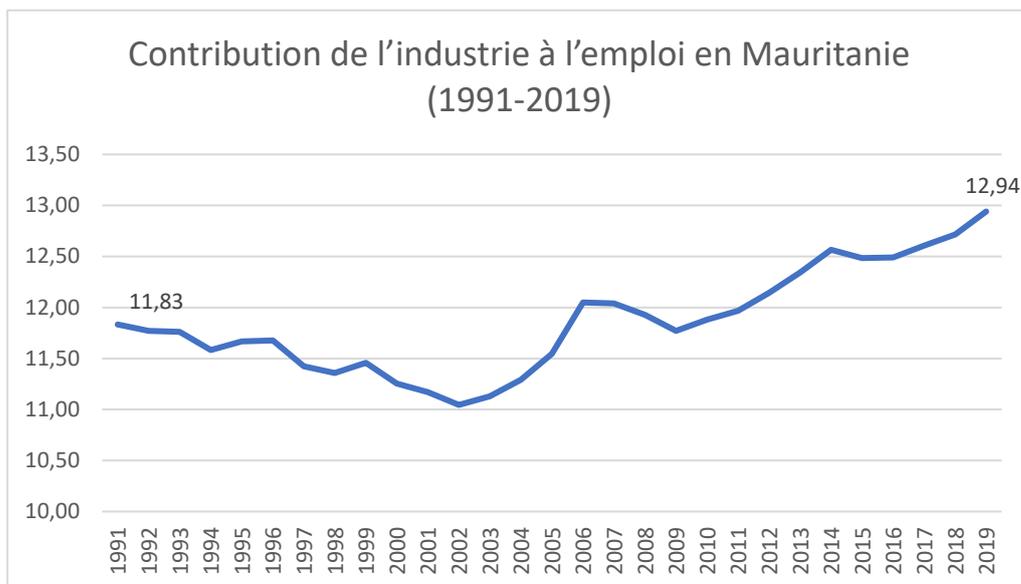
- Le rapport emploi / population est de 36,6%. Le niveau relativement faible de ce rapport emploi / population indique qu'une grande partie de la population en âge de travailler ne participe pas directement dans l'activité économique du pays.
- L'économie de la Mauritanie continue à être dominée par des activités informelles : le 91,1% de la population active dans le secteur privé non-agricole a des emplois informels.

Si nous nous concentrons sur le rapport de l'emploi et du secteur productif de l'économie de la Mauritanie au cours de l'année 2019, l'agriculture a été le secteur qui a créé le plus de postes de travail en Mauritanie au cours de l'année avec le 51,27% de la totalité des emplois, suivi du secteur des services avec le 35,76% de la totalité des emplois et, finalement, le secteur industriel avec le 12,94% de la totalité.



Graphique 2. Contribution de l'emploi (%) par secteur en Mauritanie (2019). Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale/OIT

Si nous nous concentrons sur les apports de l'industrie au domaine de l'emploi, nous pouvons apprécier que sa contribution a augmenté de façon progressive, bien qu'il a eu des périodes de recul à cause de la forte dépendance au prix des matières premières. Au cours de l'année 2019, la contribution de l'industrie dans l'emploi a atteint le 12,94% (maximum de la série) face au 11,83% enregistré en 1991.



Graphique 3. Contribution de l'industrie à l'emploi 1991-2019. *Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale*

Conformément au rapport « Mauritanie : transformation du parcours de l'emploi des jeunes vulnérables » publié par la Banque Mondiale en novembre 2017, en Mauritanie, la demande du personnel qualifié dans le marché du travail varie d'un secteur à un autre.

Généralement, la majorité des travailleurs participant aux activités de production sont peu qualifiés ou non-qualifiés (53%) et le pourcentage d'entreprises qui offrent une formation à ses employés est relativement faible (moins du 50%), à l'exception des entreprises manufacturières de taille moyenne ou grande, qui offrent fréquemment une formation à ses employés.

Selon le même rapport susmentionné, d'un point de vue qualitatif, les entreprises ont des grandes difficultés pour trouver des demandeurs d'emploi avec les compétences appropriées, particulièrement l'expérience professionnelle enregistrée par le 50% des entreprises. Les services (administratifs), l'industrie et la technologie des informations ont une grande demande de compétences et de technologies de l'information que, selon les estimations, sont difficiles à retrouver par un tiers des entreprises.

Analyse de la situation actuelle et perspectives du secteur productif et industriel en Mauritanie

Situation actuelle du secteur productif de la Mauritanie

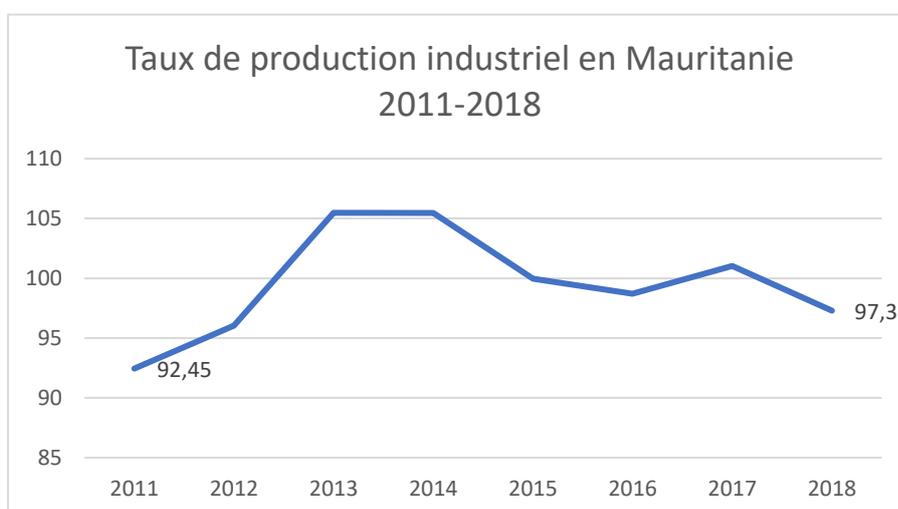
La Mauritanie est connue pour son économie orientée vers les secteurs primaire et industriel, car, entre les deux secteurs, ils ont apporté presque le 60% au PIB au cours de l'année 2017, bien que le secteur des services est en train d'augmenter sa contribution et représente désormais le 40,2% du PIB de la Mauritanie, face au 37,27% en 1990.

Tableau 3. Secteurs productifs de la Mauritanie Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale

Indicateur	Contribution au PIB (valeur ajoutée)				Croissance 2017-2018
	1990	2000	2010	2018	
Agriculture, élevage et pêche,	26,55%	34,37%	17,09%	25,92%	7,20%
Industrie (y compris la construction), valeur ajoutée (% PIB)	25,83%	26,21%	39,01%	26,08%	-8,6%
Services, valeur ajoutée (% PIB)	37,27%	35,20%	36,07%	40,2%	8,43%

Si nous observons l'évolution du pourcentage de la contribution de chaque secteur nous observons comment dans la contribution du PIB au cours de l'année 2018, le seul secteur qui a diminué par rapport à l'année précédente a été le secteur industriel dû, surtout, à toute l'instabilité des prix des matières premières.

Conformément aux données de l'Agence Nationale des Statistiques de la Mauritanie, le taux de production industrielle au cours de l'année 2018 est situé avec un score de 97,3 en moyenne, sur une base de 100, face au score de 92,45 de moyenne enregistrée au cours de l'année 2011, tel qu'il est indiqué dans le graphique suivant :



Graphique 4. Taux de production industrielle de la Mauritanie 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Agence Nationale des Statistiques

En matière de compétitivité globale, conformément au rapport de compétitivité élaboré pour le World Economic Forum pour l’année 2019, la Mauritanie se situait au rang 134 de 141 du Taux de Compétitivité Globale, face au rang 131 en 2018, avec un score de 41 (sur 100), en améliorant légèrement son score (+0,1) par rapport à l’année précédente, mais pas suffisamment.

Ce classement analyse les différents aspects comme l’environnement, le capital humain, les marchés et l’écosystème novateur lesquels, à son tour, se divisent en plusieurs sous-taux. Les scores de la Mauritanie sont les suivants :

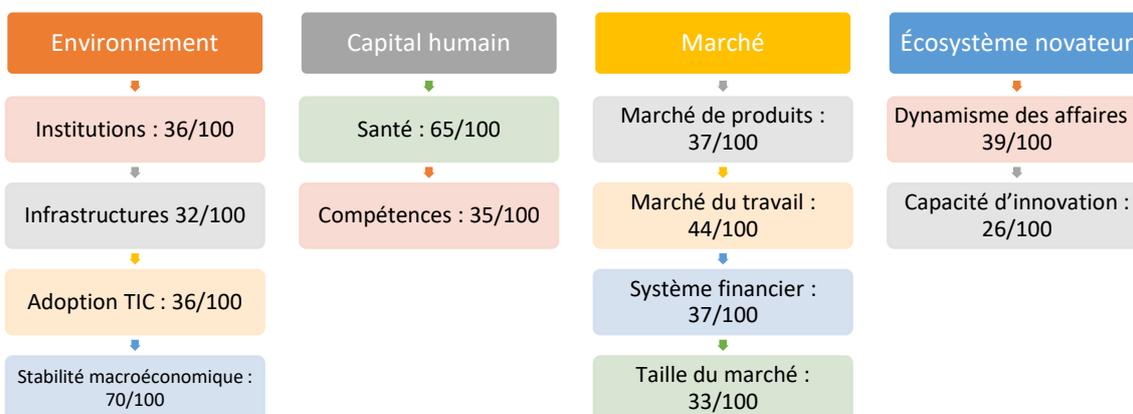


Illustration 1. Taux de compétitivité de la Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique et Mondial

Comme le montre l’illustration précédente, la Mauritanie se distingue, surtout, par la stabilité institutionnelle et macroéconomique, de même que pour la santé. Au contraire, elle a une marge de progression en tout ce qui concerne les infrastructures, la technologie, l’innovation et les compétences dans le domaine du capital humain.

D’après le Fonds Monétaire International, en décembre 2019, l’économie de la Mauritanie affronte les enjeux propres à un pays à faibles revenus, avec des besoins importants de développement et de dépendance des exportations de produits de base.

L’économie a été touchée par la chute, en 2014-2015, des prix d’exportation de produits de base, et les autorités ont pris des mesures décisives pour rétablir la stabilité macroéconomique. Depuis la fin de l’année 2017, le programme économique avec le FMI et les autorités nationales a entraîné un accord de ligne de crédit étendue de trois ans qui couvre 2017-2020. Cependant, il reste des enjeux considérables pour atteindre une croissance élevée et plus inclusive et réduire considérablement la pauvreté et les inégalités. La pauvreté continue à être élevée, les résultats sociaux sont faibles et l’infrastructure est limitée, limitant, à son tour, la compétitivité de son économie.

Dans une de ses analyses du FMI en mars 2020, cet organisme indiquait que la croissance a été révisée à la baisse considérablement, affectant tous les secteurs de l'économie. Il est estimé que le PIB réel se contractera de 2 pour-cent en 2020 par rapport à une expansion du 6,3 pour-cent prévue par le FMI avant la crise. Le déficit courant a augmenté, et maintenant il est attendu qu'il atteigne le 17,3 pour-cent du PIB en 2020 depuis le 10,6 pour-cent du PIB en 2019.

Concernant le secteur privé, la Banque Mondiale, dans son rapport intitulé « Améliorer le climat des affaires pour promouvoir le développement du secteur privé », publié en mai 2019, concentre son analyse, entre autres facteurs, sur l'évolution récente du climat économique et propose des réformes pour promouvoir la croissance du secteur privé.

Les réformes menées au cours des dernières années a fait avancer la Mauritanie dans le classement international Doing Business du rang 176 en 2015 au rang 148 en 2019. Toutefois, il reste quelques enjeux importants à affronter pour que le climat des affaires stimule réellement le développement du secteur privé en Mauritanie.

Conformément à ce rapport de la Banque Mondial, la Mauritanie se distingue par la limitation pour les entreprises mauritaniennes concernant l'accès au crédit, spécialement pour les petites et les moyennes entreprises. La Banque Mondiale recommande également d'autres réformes pour le développement du secteur privé et la création d'emplois en Mauritanie, la lutte contre la corruption, la réforme concernant le droit de la concurrence, l'intégration régionale, promouvoir l'égalité des sexes dans les affaires légales, le développement du capital humain et améliorer la législation foncière.

Sous-secteurs industriels avec du potentiel de croissance

Dans le secteur industriel, il existe des sous-secteurs divers mesurés par l'Agence Nationale des Statistiques, conformément au taux de production industrielle, où il souligne, par exemple, l'augmentation de la production menuisier et la fabrication de produits en bois (à l'exception des meubles) qui a subi une augmentation du 105,8% au cours de la période entre 2011-2018. Il met l'accent également la hausse de 52,10% concernant la fabrication de produits chimiques et le 19,43% concernant la fabrication de papier, carton et ses manufactures pendant la période 2011-2018.

De l'autre côté, et pendant la même période susmentionnée, elle se distingue par la diminution de la fabrication de boissons du 73,4% et la réduction du 9,67% concernant la fabrication des aliments. Le reste des sous-taux demeurent relativement stables en termes de production, comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 4. Taux de production industrielle et sous-taux 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Agence Nationale des Statistiques

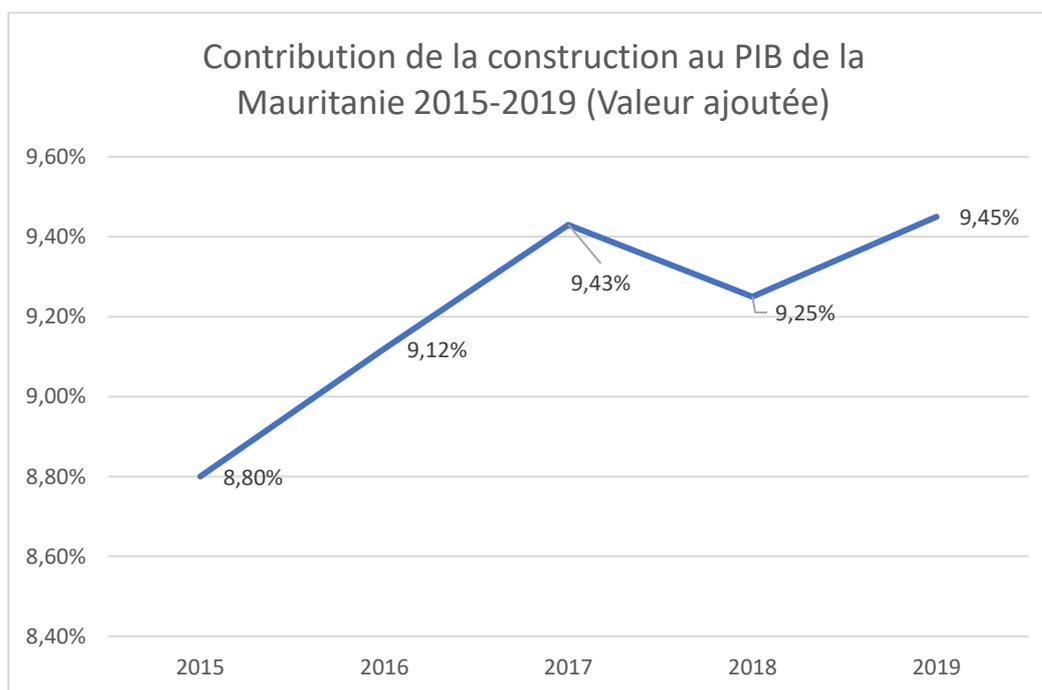
Taux de production industrielle	Taux des Industries Extractives	Taux des Industries Manufacturières	Fabrication de produits alimentaires	Fabrication de boissons	Menuiserie et fabrication d'articles en bois, à l'exception des meubles	Fabrication de papier, carton et articles en papier ou en carton	Fabrication de produits chimiques	Travaux sur le caoutchouc et sur le plastique	Fabrication de matériaux minéraux	Métallurgie
Moyenne 2011	89,425	102,15	109,98	151,78	56	68,1	127,93	102,83	82,18	70,88

Moyenne 2012	96,95	115,08	121,85	152,15	47,03	73,9	137,58	91,8	100,93	79
Moyenne 2013	104,55	109,75	110,1	181,23	142,83	74,63	124,75	92,93	105	191,75
Moyenne 2014	102,25	97,48	94,98	157,1	121,9	83,5	122,65	93,15	109,3	63,25
Moyenne 2015	99,725	107,53	106,33	159,45	109,03	103,83	108,35	93,2	112,93	74,68
Moyenne 2016	95,35	99,08	96,6	104,43	98,15	105,95	113,15	87,35	113,03	105,53
Moyenne 2017	98,225	104,28	104,93	103,1	98,73	91,08	102,23	101,68	102,98	90,2
Moyenne 2018	94,05	100,2	99,35	40,38	115,25	81,33	194,58	122,13	90,7	74,68

Dans l'industrie, il est compris le secteur de la construction, dont il convient de faire un aparté. Le secteur de la construction en Mauritanie se trouve en pleine phase d'expansion. Une étude récente de la part du gouvernement mauritanien intitulé « Construction et perspectives de croissance économique », met en évidence que le secteur de la construction est essentiel pour le pays par la possibilité de création d'emplois et pour atténuer le manque d'infrastructure dans le pays.

Conformément à la Banque Africaine de Développement (BafD), la contribution de la construction (valeur ajoutée) au cours de l'année 2019 a atteint le 9,45% du PIB face au 8,8% au cours de l'année 2015.

Le secteur de la construction et des matériaux de construction en Mauritanie possède plus de 80 entreprises formelles, et tant d'autres dans le secteur informel. Il est estimé que, au total, le secteur fournit de l'emploi à environ 16.000 personnes en Mauritanie et il est lié fortement au secteur extractif.



Graphique 5. Contribution de la construction au PIB de la Mauritanie 2015-2019 (Valeur ajoutée).
Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement

Enjeux du secteur industriel en Mauritanie

Depuis la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP), le Gouvernement a proposé de promouvoir ce secteur important pour le développement économique du pays par le biais du lancement d'un processus pilote basé sur l'association publique et privée, le développement de capacités de standardisation et de surveillance de l'industrie, le lancement du développement de zones industrielles, ainsi que la création de structures techniques pour soutenir le développement industriel. Ces actions ont pour but de soutenir l'amélioration de la compétitivité du secteur industriel, promouvoir son intégration dans l'économie nationale et faciliter son accès à des différents marchés.

Dans le rapport du bilan des années 2016 et 2017, publié au cours de l'année 2018, ils soulignent les principaux enjeux pour le développement du secteur industriel :



Illustration 2. Enjeux du secteur industriel. Élaboration ad hoc. Source : Ministère de l'Économie et l'Industrie de la Mauritanie

A) **Faible compétitivité industrielle malgré les secteurs à fort potentiel**

Conformément au rapport susmentionné, la Mauritanie se caractérise par une économie informelle de subsistance et une grande économie traditionnelle. À cet égard, les secteurs de l'agriculture, l'élevage et la pêche fournissent des montants aux deux tiers de la population.

Dû au caractère traditionnel de l'exploitation, ces secteurs ont une productivité limitée et ont un faible impact sur la réduction de la pauvreté et l'économie du pays. En fait, l'économie de la Mauritanie repose principalement sur l'extraction des ressources souterraines malgré le potentiel économique des autres secteurs que, si dûment exploités, ils pourraient représenter un gain financier réel pour le gouvernement, augmenter le poids de l'économie des pays de la sous-région participant à la stabilisation des comptes de charges tandis qu'ils génèrent des emplois et réduisent l'insécurité alimentaire du pays. En fait, les secteurs de l'élevage et la production de viande rouge pourraient participer considérablement à l'économie mauritanienne et pourraient s'exporter à la sous-région. Cela vaut également pour l'agriculture. Toutes les activités artisanales liées au travail avec le cuir, la cuisine, la tannerie et la laine entre autres pourraient en résulter de ces secteurs.

En outre, la Mauritanie ne couvre pas les besoins alimentaires de sa population et elle importe le 70% des ressources nécessaires pour les couvrir. Prenant l'exemple du riz, qui pourrait aussi représenter un secteur avec un fort potentiel de croissance, Mauritanie produit en quantité, mais elle n'écaille pas les grains et elle exporte la matière première pour après importer le 80% de sa consommation de riz.

Le secteur de la pêche pourrait aussi participer davantage à l'économie du pays. En fait, conformément aux études récentes du BAfD, la Mauritanie possède une des côtes les plus dotées de ressources halieutiques de toute la région, parce qu'elle est très peu exploitée. Cependant, de nombreux chalutiers internationaux opèrent dans ces eaux et exploitent ces ressources. Au niveau régional, la perte est estimée à plus de 3 milliards d'euros par an.

La Mauritanie aurait besoin, également, d'être assimilée aux infrastructures nécessaires pour une exploitation industrielle de ses ressources maritimes (réseaux électriques adaptés, stockage, transport, étiquettes de qualité, etc.) pour se bénéficier réellement de la richesse de ses côtes.

B) Économie peu diversifiée

Malgré les augmentations considérables dans la richesse de ses ressources naturelles, le développement économique en Mauritanie continu à être faible. La dépendance excessive des ressources naturelles a laissé l'économie sans diversification avec de la croissance, des exportations et des revenus fiscaux, tous dépendants des extractifs.

En réponse au choc des prix des produits de base de 2015, les autorités ont mis en œuvre un programme solide de consolidation fiscale qui a rétabli la stabilité macroéconomique et a mis l'économie sur la voie de la récupération. La nouvelle administration, désignée après les élections au milieu de l'année 2019, a maintenant l'enjeu et l'opportunité de modéliser le développement le plus durable et mettre l'économie sur la voie de la croissance économique accélérée et équitable pour la population en croissance rapide.

Et cette diversification est plus urgente que jamais, car l'environnement marqué par le COVID-19 est en train de produire un ralentissement économique sur ses principaux clients, la Chine et l'Union Européenne.

Des secteurs comme celui du métal et, concrètement, celui du fer, fournissent très peu de liens avec le reste de l'économie et des populations locales et participent rarement en termes de création d'emplois dans le pays. Cependant, son attractivité en termes de revenus élevés attire les populations, spécialement celles des jeunes, ce qui ralentisse le processus de diversification économique du pays, qui est gravement atteint, et porte atteinte au développement d'autres secteurs avec un potentiel élevé comme l'agriculture, qui doit se moderniser.

C) Coût élevé des facteurs de production

Un des principaux problèmes rencontrés dans les entreprises industrielles nationales et étrangères c'est les difficultés d'accès à l'eau et à l'énergie (entre autres facteurs de production).

Malgré l'augmentation de 50 pour-cent dans la production d'électricité entre 2015 et 2018 grâce aux efforts du Gouvernement, la Mauritanie a un coût élevé et une mauvaise qualité de l'électricité par rapport aux pays voisins. Cela est dû aux faibles capacités de génération et les coûts opérationnels élevés de génération d'énergie, gérés par une seule entreprise nationale.

Quant à l'eau, en Mauritanie, la demande d'eau est estimée à 100.000 m³ par jour, tandis que la production est d'environ 55.000 m³. Et le pays n'a qu'une seule source d'approvisionnement : l'aquifère Trarza, situé à l'Est du pays, bien que le pays a lancé des projets avec le soutien des organismes multilatérales avec la Banque Islamique de Développement pour la remise en état et l'extension du réseau de distribution d'eau courante dans la capitale et ainsi pouvoir

améliorer l'accès à ces ressources nécessaires pour le grand public et améliorer l'industrialisation du pays.

Dû à ses attributs naturels, la Mauritanie pourrait devenir, par le biais de la modernisation et du développement de l'énergie solaire et éolienne, un référent dans la région.

D) Accès difficile et coûteux au financement pour le secteur privé

Conformément aux données de l'ICEX, le système financier privé de la Mauritanie est composé par dix banques commerciales, deux établissements financiers, huit compagnies d'assurance, de nombreuses institutions de microfinancement et les services financiers des services postaux.

Conformément au rapport de la Banque Mondiale du 2019, en 2018 le secteur bancaire continuait à avoir des carences importantes, même avec la forte augmentation du crédit dans le secteur privé. Le nombre de prêts accordés et non-remboursés a augmenté de 22,9% à la fin de l'année. En outre, l'accès au crédit est très limité.

Par conséquent, la Banque Mondiale conseille de renforcer la réglementation du secteur bancaire et améliorer la politique monétaire avec le soutien du FMI. Conformément à cette politique, une nouvelle loi bancaire a été adoptée, qui a augmenté l'indépendance de la Banque Centrale Mauritanienne et a amélioré les mécanismes de gestion de crises potentielles.

Selon le rapport Doing Business 2020, réalisé par la Banque Mondiale, qui mesure l'accès au crédit aux petites et moyennes entreprises, entre autres éléments pour faire des affaires, il positionne à la Mauritanie sur le rang 132 avec un score de 40, au-dessous du score de 45,2 de moyenne de l'Afrique subsaharienne.

En outre, le taux d'intérêt moyen de la banque centrale est élevé, 6,5% bien que, pendant la période du coronavirus, l'a descendu jusqu'au 5% temporairement. Le taux moyen d'intérêt dans un prêt selon la Banque Mondiale est situé au 17%.

E) Secteur informel

Le secteur informel en Mauritanie est le principal fournisseur d'emploi, il donne de l'emploi à plus du 63% de la population active, lequel environ plus du 35,7% est généré par le secteur informel non-agricole, selon les données du rapport réalisé par l'Agence Nationale des Statistiques de la Mauritanie au cours de l'année 2017 sur l'emploi dans le secteur informel.

Les industries principales du secteur informel (à l'exclusion de l'agriculture) sont le commerce (44%), les services (21,9%) et la manufacture (26,3%) ; La majorité des employeurs dans le secteur informel sont des hommes (51,6%).

Les activités commerciales se composent principalement de commerce de détail. Elles sont réalisées principalement par des femmes, qui représentent le 66,6% du total des employeurs dans ce secteur. Le commerce continu à être pratiqué principalement dans des zones urbaines en concentrant le 67,3% du total du secteur.

Les activités de service sont dominées par le transport et la restauration. Le transport ne représente que le 7.2% des activités informelles. Les activités de service sont réalisées principalement par des hommes, avec un 62,2% des entrepreneurs de cette industrie. Elles sont menées à terme principalement dans des zones urbaines avec le 73,6% du total.

Les activités de fabrication informelle sont dominées par la transformation d'aliments et les activités de confection (couturiers et tailleurs). Elles sont dirigées principalement par des femmes avec le 75,6% du total. Le 52,9% de ces activités sont réalisées dans des zones urbaines, alors que dans les zones rurales représentent le 47,1%.

En outre, la Mauritanie, dans son rapport concernant la stratégie accélérée, remet en question également le faible développement des activités formelles de traitement capables de créer des emplois durables et décents et absorber le chômage affectant les jeunes diplômés.

La technologie de l'information a acquis une importance cruciale, mais il existe un manque de produits de haute technologie dans l'économie mauritanienne, les produits d'exportation ne sont traités que légèrement et, par conséquent, le pays perd tout le potentiel de travail créé par ce genre d'activité.

F) Égalité des sexes

Conformément au Taux de Disparité Globale entre les Sexes 2020 réalisé par le Forum Économique Mondial, la Mauritanie est classée 141 (sur 153 pays) avec un score de 0,61 sur un maximum de 1. Ce score si faible de la Mauritanie est due à l'analphabétisme élevé chez les femmes, l'inégalité des salaires, la faible participation dans le parlement et dans le gouvernement et la mortalité élevée lors des accouchements.

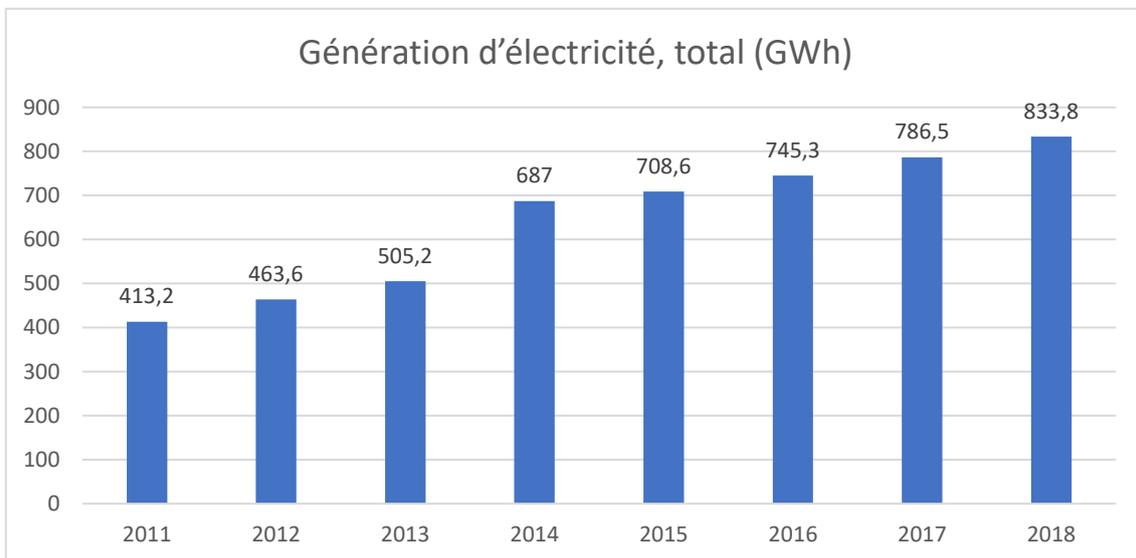
Cependant, il faut tenir compte que la prise de conscience croissante des femmes imposée, surtout, par les profonds changements socioéconomiques et le contexte international en faveur de l'égalité des sexes, mais aussi par la volonté politique nationale, les a menés à initier des dynamiques considérables concernant l'organisation, l'association, et même le réseau pour être plus fortes et efficaces. En outre, les sexospécificités et les droits humains ont été institutionnalisés dans l'action gouvernementale avec la mise en place de programmes d'autonomisation.

Analyse des secteurs avec du potentiel de croissance en Mauritanie

À la suite, on analyse d'autres secteurs industriels et non-industriels à fort potentiel de croissance en Mauritanie et qui ont pour dénominateur commun le manque de personnel qualifié.

Énergies renouvelables

La production d'électricité est en augmentation grâce aux efforts du gouvernement pour fournir de l'électricité à toute la population et aussi pour produire des économies d'échelle qui réduisent le coût de sa production. En 2018, la Mauritanie a généré 833,8 GWh face aux 413,2 GWh, ce qui signifie doubler la production dans seulement 7 ans.

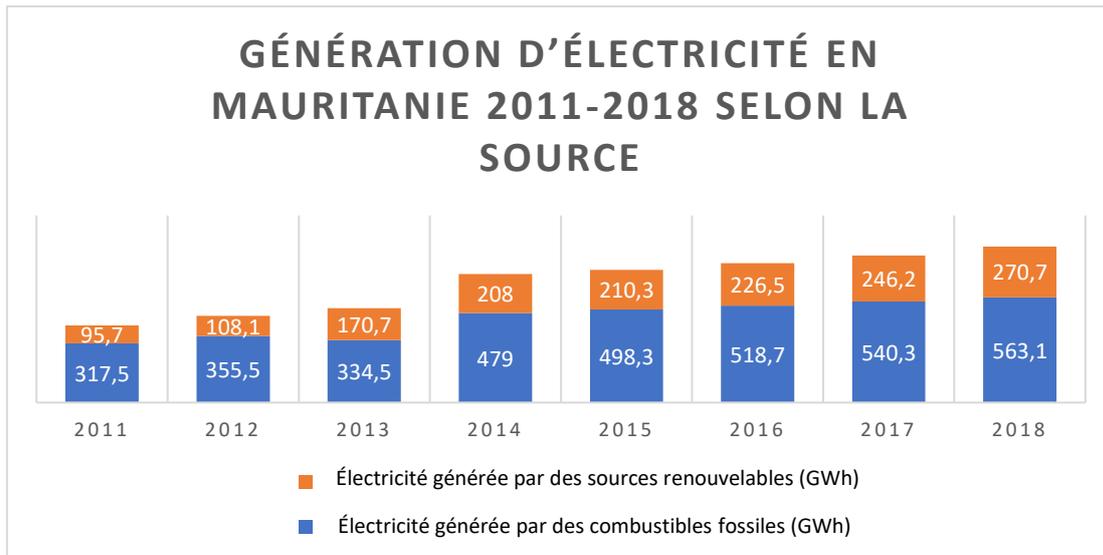


Graphique 6. Génération d'électricité, total (GWh). Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale

Si nous nous concentrons sur les énergies renouvelables, le potentiel solaire photovoltaïque en Mauritanie est estimé entre 2.000 à 2.300 kWh par mètre carré par an. Les mesures de rayonnement les plus faibles ici correspondent au volume le plus élevé de ressources solaires au sud de l'Europe.

Le potentiel de l'énergie éolienne du pays est également élevé, mais il est situé autour des zones côtières avec des vents d'une vitesse maximale de 9 mètres par seconde (m / s) dans la région de Nouadhibou. Ce potentiel de ressources indique que les sources d'énergie renouvelable peuvent concurrencer l'énergie générée dans la majorité des régions qui utilisent du fioul lourd avec un équilibre de coûts pour tenir compte des changements dans la production.

Conformément aux données du site Africa Energy Map motivée par la Banque Africaine de Développement au cours de l'année 2018, le 32,47% de l'électricité générée a été obtenue par le biais de sources renouvelables face au 23% au cours de l'année 2011.



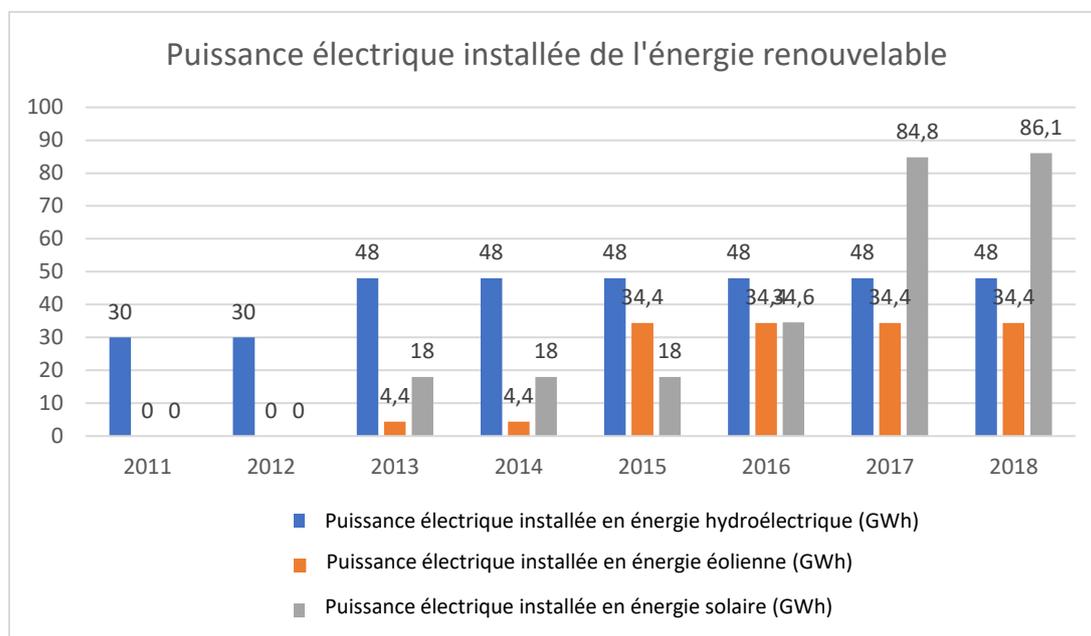
Graphique 7. Génération d'électricité en Mauritanie 2011-2018 selon la source d'énergie. Élaboration ad hoc : Banque Africaine de Développement

Si nous nous concentrons sur les énergies renouvelables en Mauritanie, nous pouvons observer qu'au cours de l'année 2018 il y avait une puissance installée de 168,5 MW face aux 30 MW installés au cours du 2011, conformément aux données de l'Africa Energy Map.

Tableau 5. Puissance électrique installée d'énergie renouvelable. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement

Capacité électrique installée de l'énergie renouvelable	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	30	30	70,4	70,4	100,4	117	167,2	168,5

Dans le mix renouvelable, on souligne la puissance installée de l'énergie solaire avec 86,1 MW en 2018 (en 2011, il n'y avait pas de puissance installée en énergie solaire) et 48 MW en hydroélectrique face aux 30 MW en 2011 et 34,4 MW en énergie éolienne (il n'y avait pas en 2011).



Graphique 8. Capacité électrique installée pour les sources renouvelables. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement

L'enjeu actuel de la Mauritanie est de tirer profit de cette expérience et améliorer ces situations émergentes tandis qu'elle maximise la capacité du pays pour promouvoir l'emploi et réduire les coûts.

Pétrole et gaz

Conformément aux constatations de l'ICEX dans son rapport dénommé « Le marché des industries auxiliaires du secteur des hydrocarbures en Mauritanie », avec la découverte du gisement de pétrole de Chinguetti en 2001, la Mauritanie a commencé à faire partie des pays producteurs de pétrole et de gaz depuis février 2016. Depuis lors, on a réalisé des nouvelles découvertes et elle est devenue un des pays de l'Afrique avec un meilleur potentiel dans le secteur.

Le seul gisement que le pétrole produit est celui de Chinguetti, alors qu'actuellement il se trouve dans la dernière période d'abandon. De sorte que les perspectives se tournent vers la nouvelle découverte du gisement de gaz précité, le Grand Tortue - Ahmeyin (GTA). Actuellement, il se trouve dans la phase 1 du projet et il est estimé qu'il commencera à produire en 2022. Il est estimé que ce gisement produira des revenus nets de 80 milliards de dollars sur 30 ans (avec un prix moyen par baril de 60\$). Les bénéfices seront partagés entre BP, Kosmos Energy et les deux compagnies nationales d'hydrocarbures du Sénégal et de la Mauritanie.

La plus grande partie va être liquéfiée sur le terrain et sera transportée aux pays acquéreurs par le biais de bateaux spécialisés, ce qui permet d'arriver à des marchés lointains, et une autre partie sera transportée sur terre par le biais de gazoducs et sera utilisée pour produire de l'électricité au Sénégal et en Mauritanie.

Le Gouvernement de la Mauritanie a lancé un « Plan de Mauritanisation » de l'économie, où on veut renforcer l'emploi et les entreprises locales, ainsi que chercher un impact positif sur la communauté elle-même par le biais de l'application d'une clause de contenu local.

Cependant, en Mauritanie, il n'existe encore pas un document officiel qui règle le contenu local. Pour cette raison, dans le secteur des hydrocarbures, ce principe s'établit dans les clauses des contrats entre les grandes entreprises pétrolières et les entreprises de services engagées et c'est la Direction des Hydrocarbures qui s'occupera de surveiller le respect de la clause de contenu local et du contenu des contrats.

Tout cela créera des opportunités commerciales dans le secteur onshore et offshore comme le stockage de combustibles, traitement, opérations d'assistance, etc. et que, à son tour, il générera de l'emploi de manière directe et indirecte.

En 2019, un centre de formation spécifique pour le secteur pétrolier et de gaz financé par Kosmos et BP a été inauguré. Cet centre disposait d'un financement de 5 millions de dollars avec un espace total de 560 mètres carrés.

Tourisme

La Mauritanie dispose de larges sites naturels qui sont Patrimoine de l'Humanité, il dispose aussi de grandes extensions de dunes et d'oasis dans lesquelles il y a des vestiges de peintures rupestres préhistoriques et, en plus, possède des villes qui ont été influentes dans la culture et la religion islamique.

Actuellement, en Mauritanie, l'impact du secteur touristique est résiduel et les données des arrivées internationales sont très limitées. Conformément aux données du Ministère de Tourisme de la Mauritanie, la moyenne de touristes annuels dans la période 2012-2015 n'a été que de 3.000 touristes par an, pendant la saison touristique 2018-2019, un total de 4.000 touristes étrangers ont visité la Mauritanie en vols charter. Ce chiffre est significativement plus élevé que celui enregistré dans la saison précédente 2017-2018 pendant laquelle on a enregistré un total de 1.500 touristes, ce qui suppose une augmentation annuelle du 166% mais il est encore loin des 30.000 touristes reçus en 2000, la donnée la plus élevée de cette décennie. Concernant le pays d'origine des touristes qui visitent le pays africain, il convient de souligner que la plupart sont des touristes en provenance de la France.

Le gouvernement mauritanien a conçu une stratégie ambitieuse pour attirer 300.000 touristes en cinq ans et 500.000 touristes en dix ans, de sorte que le potentiel de croissance est exponentiel, bien que la Mauritanie affronte des enjeux comme l'adéquation du pays aux aspects tels que l'infrastructure, le service, la formation et la qualité de la destination. En outre, la situation actuelle est marquée par le coronavirus qui freinera la croissance prévue pour cette année 2020 dans le secteur touristique.

Si nous analysons la productivité du secteur en Mauritanie, le Forum Économique Mondial publie le Taux de Compétitivité du secteur du tourisme et des voyages tous les deux ans, étant

la dernière publication celle de l'année 2019. Selon le même rapport du secteur touristique de la Mauritanie, elle a apporté, au cours de l'année 2017, un total de 22,5 millions de dollars, de sorte qu'elle n'a presque aucun impact sur la contribution au PIB et à l'emploi dans le pays. Conformément à ce taux, la Mauritanie occupe le rang 135 sur 140 pays analysés avec un score de 2,7 face à un score de 2,6 dans le taux de l'année 2017. La Mauritanie a un score inférieur à la moyenne en Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2019, elle a atteint un score moyen de 3,1.

Tableau 6. Taux de compétitivité touristique en Afrique. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique Mondial

Pays	Score global (1-7)	Classement global (1-140)	Classement régional (1-34)
Îles Maurice	4	54	1
Afrique du Sud	4	61	2
Seychelles	3,9	62	3
Namibie	3,7	81	4
Kenya	3,6	82	5
Cap Vert	3,6	88	6
Botswana	3,5	92	7
Tanzanie	3,4	95	8
Sénégal	3,3	106	9
Rouanda	3,2	107	10
Mauritanie	2,7	135	30
Afrique subsaharienne	3,1	NA	

Le taux est composé de 14 facteurs analysés par pays que, à son tour, sont divisés en plusieurs sous-facteurs. À la suite, on affiche les scores de chaque facteur en Mauritanie par rapport au score moyen dans la région de l'Afrique subsaharienne :

Tableau 7 Taux de Compétitivité touristique de la Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique Mondial

Mauritanie			Afrique subsaharienne (moyenne)
Facteur	Score (1-7)	Classement (sur 140)	Score (1-7)
Ouverture internationale	2,9	91	2,5
Priorisation du secteur	2,8	135	3,9
Disposition de TIC	3	122	3,2
Ressources humaines et marché du travail	2,5	140	3,9
Santé et Hygiène	3,8	110	3,2
Sécurité et protection	5,6	65	5
Climat des affaires	3,4	133	4,2
Compétitivité du prix	5,3	86	5,3
Durabilité environnementale	3,9	112	4,2
Infrastructure aérienne	1,6	133	2,1
Infrastructure terrestre et portuaire	1,8	140	2,7

Infraestructure des services touristiques	2	129	2,8
Ressources naturels	2	129	2,9
Ressources culturels et voyages d'affaires	1,1	132	1,3

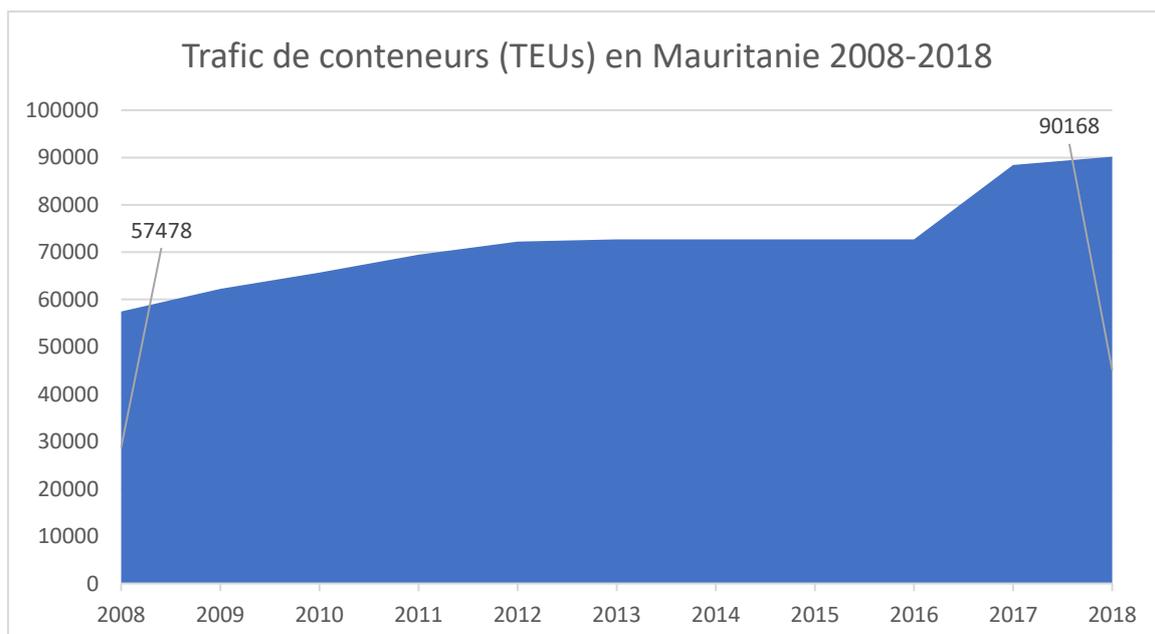
Tel qu'on peut l'apprécier, la Mauritanie a un score légèrement supérieur sur quelques facteurs, ce qui indique qu'il y a une large marge d'amélioration dans tous ces facteurs.

Il y a plusieurs opportunités d'emploi dans le secteur touristique, il n'existe qu'un centre de formation, le Centre de Formation Touristique et Hôtelière créé en 2002 par un opérateur privé et dont les activités ont cessé en 2006. Ils ont formé jusqu'au niveau du certificat universitaire. Il n'y a encore pas de centre de formation en Mauritanie au niveau du Baccalauréat et au-delà, spécialisé en tourisme et hôtels avec un programme de plusieurs années et une vision à long terme.

Le Ministère constate dans sa stratégie qu'il y a manque de formation professionnelle dans l'administration publique et dans le secteur privé, en fait, le secteur utilise, en grande partie, une main-d'œuvre étrangère dû au manque de compétences dans le marché du travail en Mauritanie. En outre, plusieurs agences de coopération internationale ont fait preuve de sa volonté de soutenir des projets visant à apporter des compétences aux jeunes en Mauritanie.

Secteur portuaire

Les deux ports principaux sont Nouakchott et Nouadhibou, ce dernier se trouve dans la zone franche créée en 2013. Le port de Nouakchott a une capacité de 4 millions de tonnes annuelles de marchandises et il est en concurrence avec les ports de Dakar et Abidjan. Le groupe français Bolloré Africa Logistic possède une forte présence dans les deux ports. Au cours de l'année 2018, en Mauritanie, le volume de trafic de conteneurs a atteint les 90.168 TEUs (1 TEU = 1 conteneur de 20 pieds) face aux 57.478 TEUs enregistrés au cours de l'année 2008, conformément aux données de l'Agence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD).



Graphique 9. Trafic de conteneurs (TEUs) en Mauritanie. Élaboration. Source : UNCTAD

En plus, en 2016, la construction du port de N'Diogo a commencé, ce port se trouve à 250 km au sud de Nouakchott. La construction, en voie d'achèvement, est réalisée par une entreprise chinoise et elle est financée par l'État mauritanien. Avec l'entrée en activité de ce port, le pays devrait augmenter le soutien logistique du pays et les capacités du transport maritime, améliorer les capacités opérationnelles des forces armées face aux enjeux de sécurité et renforcer la souveraineté de l'État dans la Zone Économique Exclusive (ZEE).

Il est prévu, également, qu'il favorise les possibilités d'ouvrir une ligne de transport fluvial dans le fleuve Sénégal, à une distance de presque 15 km du port, pour approvisionner les villes mauritaniennes situées au long du fleuve vers le Mali. En outre, il constituera une infrastructure essentielle pour l'exploitation du projet de gaz Grand Tortue Ahmeyim (GTA).

Secteur de la pêche : industrie de transformation

Comme il a été expliqué ci-dessus, le secteur primaire apporte plus du 25% au PIB total de la Mauritanie et donne de l'emploi à plus du 50% de la population active. Dans le secteur primaire, le secteur de la pêche est souligné, car il génère des importants bénéfices socioéconomiques et occupe une place stratégique dans l'économie nationale par le biais de son importante contribution aux recettes, à l'emploi, aux équilibres macroéconomiques et à la sécurité alimentaire. Le secteur de la pêche est vu comme une source durable de richesse et de création de valeur.

Il est remarquable que presque toute la production de pêche de la Mauritanie est destinée à son exportation (plus du 90%), presque sans transformer. Par conséquent, la Mauritanie mise sur l'intégration à la chaîne d'approvisionnement global par le biais de la transformation de matière première dans le pays, bien que le secteur affronte une série d'obstacles comme le contrôle des usines, outre le fait que certaines installations sont anciennes et posent des problèmes de santé.

Dû au manque de contrôle, il existe des chiffres contradictoires concernant le nombre d'usines totales en Mauritanie et d'usines homologuées pour exporter vers l'UE. Conformément au rapport PECH, établi par l'Union Européenne, il existe environ quatre-vingts usines de transformation qui s'occupent principalement du stockage et la congélation. Entre elles, soixante-six étaient conformes aux normes de l'Union Européenne. Toutefois, le nombre d'usines conformes en activité est plus proche de cinquante. Sa capacité de congélation est d'environ 700 tonnes/jour, mais son taux d'utilisation est très faible (30%). Quant aux plus récents, ils fabriquent des produits plus élaborés, comme les conserves de sardines, cabillaud et thon, ainsi que des plats préparés.

En revanche, le Ministère de la Pêche affirme que les usines terrestres qui transforment des produits de la mer augmentent de 50 unités en 2006 à 94 en 2014, desquelles le 97% est maintenant approuvé pour exporter aux marchés de l'UE. La majorité des unités de traitement (70%) sont situées en Nouadhibou, les autres unités opèrent depuis Nouakchott et Pk28 pour les autres unités de production de farine de poisson.

Il existe un certain essor concernant le développement de l'industrie de la farine de poisson dans les dernières années. La quantité de poissons pélagiques utilisés pour la production de farine et d'huile de poisson en Mauritanie a augmenté de 50.000 tonnes en 2011 à 550.000 tonnes en 2018.

Secteur agroalimentaire

Le secteur représente le 21% des emplois, mais le 62% de la population totale vit principalement des activités rurales.

La surface cultivable est estimée en 500.000 ha, soit le 0,5% du territoire. La moitié de l'agriculture est pluviale, de sorte que la performance agricole peut beaucoup varier d'une année à l'autre en fonction de la pluie. Le 28% de cette terre est cultivé à travers le système de récession que les rend encore plus dépendants du débit d'eau.

Toutefois, la FAO considère que le pays a un potentiel considérable de diversification et intensification. L'introduction de l'agriculture d'irrigation pourrait stimuler la production, elle représente aussi une technique qui attire le secteur privé. La promotion de l'association agriculture-élevage pourrait aussi aider à optimiser l'utilisation des terres cultivables.

En réponse à la sécheresse, le gouvernement a lancé un programme ambitieux pour contrôler les eaux de surface et la mécanisation pour intégrer l'agriculture et l'élevage dans ces zones d'insécurité alimentaire. Pour le moment, les résultats ont été satisfaisants, grâce à la diversification, le renforcement des infrastructures de transformation et conservation des produits agro-pastorales, par le biais d'un système de financement adopté et la prise de responsabilité de toute la chaîne de valeur du secteur agricole.

Dans le secteur du bétail, on met l'accent sur l'élevage pour la subsistance, bien que des initiatives intéressantes liées à la tradition nomade de Mauritanie commencent à apparaître, tels que l'élevage de chameaux, où se détache l'entreprise Tiviski, qui donne de l'emploi à 280 personnes et collecte 30.000 litres de lait par jour, dont le 40% provient des camélidés, le restes provient des moutons et du bétail. Cependant, ce n'est pas suffisant pour concurrencer les importations de produits laitiers (deuxième rubrique des importations d'aliments), qui satisfont deux tiers de la demande des 4,5 millions d'habitants. L'Union Européenne ne permet pas l'importation de lait de chameau jusqu'à ce que la Mauritanie respecte les normes phytosanitaires européennes. Quant à la viande de chameau, on commence à l'exporter au Sénégal.

Nouvelles technologies

Le secteur des TIC en Mauritanie est en train d'expérimenter des grands développements grâce à une meilleure concurrence et une forte pénétration des téléphones portables, une large bande mobile et des plus grands utilisateurs d'Internet. Les prix des services de large bande fixe et mobile continuent à être relativement élevés en Mauritanie et l'abordabilité continue à représenter un obstacle majeur.

Le développement des TIC en Mauritanie s'inscrit dans la Stratégie des TIC mise à jour en 2012 et s'articule autour des axes suivants :

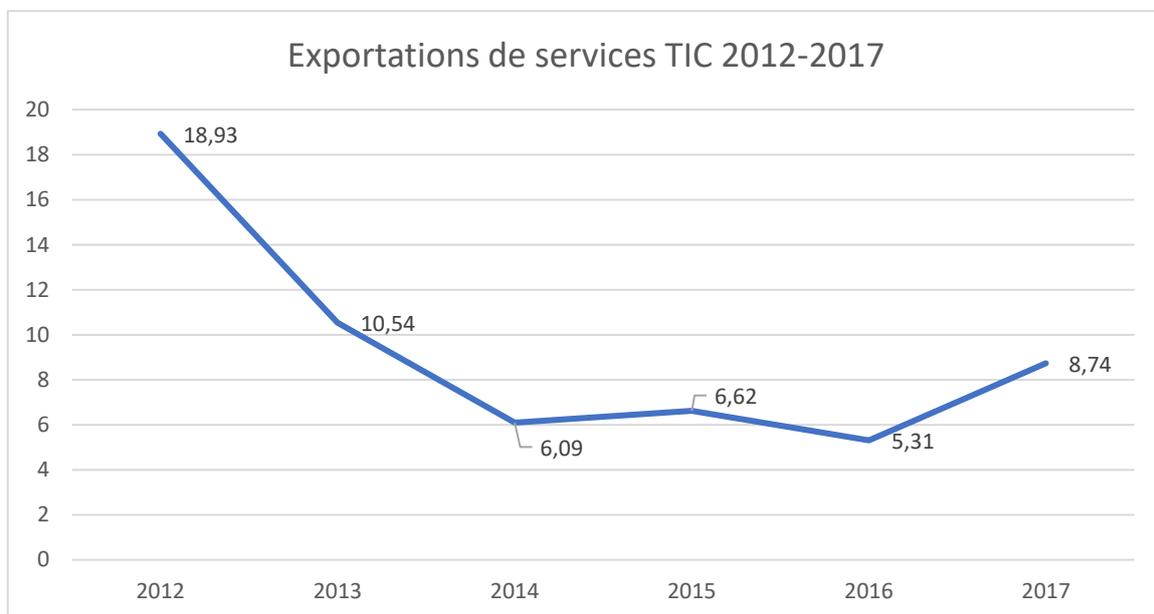
- Développement des moyens d'accès pour tout le monde à société de l'information
- Adaptation du cadre juridique et institutionnel du secteur des télécommunications et des TIC
- Amélioration de la qualité et l'accessibilité du service public

- Développement de l'administration électronique
- Développement de l'économie numérique

- Soutien technologique sectoriel

Les efforts déployés par le Gouvernement de la Mauritanie et les trois opérateurs de télécommunications dans les 15 dernières années ont amélioré la connectivité et ont réduit la fracture numérique. Les plans récents de la Mauritanie comprennent : développer encore plus les réseaux à haute vitesse dans tout le pays par le biais de la licence de services LTE, élargir la couverture de large bande satellitaire et étendre le réseau de fibre jusqu'aux foyers dans la capitale et dans les villes principales.

Selon les données de la Banque Mondiale, les exportations de services TIC au cours de l'année 2017 ont atteint le 8,74% du total des exportations de services face au 18,93% de l'année 2012.



Le gouvernement mauritanien a évoqué les objectifs suivants dans sa stratégie de développement de l'économie numérique.

Objectifs de l'offre	Objectifs de la demande
<ul style="list-style-type: none"> • Couverture de large bande dans tous le pays • Augmenter la capacité d'accès et la distribution • Intégration de la large bande en tant que service universel • Analyse de la compétitivité par région 	<ul style="list-style-type: none"> • Définition des politiques pour favoriser le secteur numérique • Administration électronique, notamment en matière de santé et enseignement • Plans de formation à tous les niveaux de la population • Politique d'accès à des terminaux à bas prix

Illustration 3. Objectifs de la politique TIC en Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : Ministère TIC de la Mauritanie

Entreprenariat

Malgré les immenses possibilités pour la création d'entreprises et le fort désir des jeunes pour l'esprit d'entreprise, la capacité de l'écosystème mauritanien pour entretenir et soutenir les nouvelles entreprises et les jeunes est assez faible par rapport aux pays similaires. En 2019, la Mauritanie a occupé le rang 134 (d'un total de 137) du Taux Global d'Entreprenariat (GEI), élaboré par le Global Entrepreneurship and Development Institute, ce qui suppose une légère amélioration si on le compare avec le taux de l'année 2018 qui occupait le rang 136.

Le taux mesure trois variables que, à son tour, se subdivisent en plusieurs facteurs. Si nous comparons les classements des trois variables, nous pouvons observer comment la Mauritanie a perdu des rangs sur chaque variable, comme on le montre à la suite :

Tableau 8. Classement des variables du taux d'entreprenariat global. Élaboration ad hoc. Source : Global Entrepreneurship and Development Institute

Variable	2015	2019
Classement d'attitude entreprenante	126	125
Classement compétences	101	137
Classement aspirations	88	129

Même si une culture du start-up est en train d'émerger en Mauritanie, la capacité de la population de mettre au travail ses capacités pour l'entreprenariat et l'emploi dans le secteur privé continu à être très limitée. Un des enjeux pour les entreprises privées et le gouvernement qui cherchent à encourager la croissance du secteur privé est qu'il n'y a juste pas assez de gens en Mauritanie ayant les capacités pour lancer et gérer une entreprise dans un marché concurrentiel.

Les entreprises mauritaniennes rapportent des difficultés pour rencontrer des employés qualifiés avec de l'expérience de travail réelle, tel qu'indiqué ci-dessus. En outre, conformément à une étude de 2013 réalisée par le Centre Mauritanien d'Analyse des Politiques entre les étudiants mauritaniens, le 75% de ceux-ci avait l'intention de lancer leur propre affaire. Cependant, malgré leur enthousiasme, uniquement le 22% se sentait suffisamment préparé.

Quant aux initiatives privées d'incubation, le nombre d'incubateurs et de centres d'incubation, les actifs admettant des start-up et d'autres micros, petites et moyennes entreprises ont augmenté de deux en 2014 à neuf en 2019, conformément aux données de la Banque Mondiale.

Analyse de la formation générale et professionnelle en Mauritanie

Système de la formation générale en Mauritanie

Mauritanie a été fortement engagée dans le développement de son secteur de l'enseignement depuis 1999, lorsque le gouvernement s'est lancé dans une réforme structurelle du système d'enseignement. La vision à moyen terme du gouvernement est d'assurer le financement universel de l'enseignement primaire, ainsi que la réglementation et l'amélioration de la pertinence et la qualité aux niveaux post-primaires. Le secteur de l'enseignement a atteint un progrès considérable au cours des dernières années, particulièrement en termes d'accès et finalisation de l'enseignement primaire. L'école publique est gratuite, mais il y a d'autres frais, tels que les livres et les goûters, font que l'enseignement soit inabordable pour beaucoup d'enfants avec des ressources limitées.

La structure du système d'enseignement mauritanien est la suivante :

- Enseignement préscolaire : cet enseignement n'est pas suffisamment organisé. Elle a une durée théorique de 3 ans, elle est destinée à des enfants entre 3 et 5 ans et elle n'est pas obligatoire. Elle est dispensée dans des écoles coraniques, des écoles maternelles et des garderies communautaires. Les garderies communautaires sont des initiatives menées par des femmes dont leur but principal est de fournir des soins à ses enfants. Elles peuvent être saisonnières ou occasionnelles.
- L'enseignement de base ou primaire : le propos de ce niveau d'enseignement est de fournir un enseignement de base à tous les enfants entre 6 ans et 14 ans, attestée par le Certificat d'Études Primaires (CEP). L'enseignement de base est obligatoire, conformément à la loi d'enseignement obligatoire N° 054.2001.
- Enseignement secondaire général : ce niveau d'enseignement est organisé en deux cycles :
 - Premier cycle : le propos du premier cycle est consolider l'enseignement de base acquis dans l'enseignement primaire et se préparer, que ce soit pour la recherche d'études dans un des flux du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général ou technique, ou pour l'intégration dans la vie socioéconomique. Il est dispensé dans des Collèges d'Éducation Générale à partir de la sixième année primaire, après un examen d'entrée. La période d'étude est de 4 ans et on obtient le Certificat d'Études du Premier Cycle (BEPC).
 - Le deuxième cycle a pour but de se préparer pour l'enseignement supérieur. Il est dispensé dans les écoles secondaires d'enseignement général, par orientation et conformément à la capacité d'accueil disponible, lorsque les élèves ont complété avec succès les études du premier cycle et reçoivent le

diplôme du Baccalauréat. Sa durée est de 3 ans. La mise en œuvre de la nouvelle réforme a été lancée en 2011.

- Enseignement supérieur : ce niveau d'enseignement est destiné à se préparer pour la vie active. Elle accueille, dans les facultés, les écoles et les lycées, aux élèves qui ont passé le Baccalauréat pour les préparer aux divers diplômes nationaux de l'enseignement supérieur dans des cours qui varient de 2 à 7 ans. Le système LMD est en train de se configurer à ce niveau depuis le début de l'année scolaire 2008/2009 et la réforme de 1999 sera appliquée là depuis 2011.
- Enseignement original coranique : l'enseignement original est représenté par les écoles traditionnelles connues sous le nom de mahadras. Les mahadras dispensent un enseignement fondé principalement sur le Coran, le Hadith et l'exégèse, ainsi que la maîtrise de la langue arabe.

De même, elle possède le système de formation technique et professionnelle expliqué dans l'alinéa suivant. Le gouvernement de la Mauritanie a consacré en 2016 (dernière donnée disponible) le 2,6% du PIB, taux inférieur à celui de la région de l'Afrique subsaharienne ayant une moyenne de 4,6% du PIB. À la suite, on trouvera les données de base de l'enseignement en Mauritanie :

Tableau 9. Pourcentage de finalisation des études. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale

Indicateur	Donnée	
Pourcentage de scolarisation nette à l'école primaire	80%	2018
Pourcentage de finalisation de l'école primaire	76%	2018
Scolarisation nette à l'école secondaire	31%	2018
Scolarisation nette à l'enseignement supérieur	5%	2017
Taux d'alphabétisation des adultes	53%	2017

La politique du secteur de l'enseignement est établie dans le Programme National de Développement du Secteur de l'Enseignement 2011-2020 avec les buts suivants :

- Développer un enseignement préscolaire public et communautaire accessible aux groupes défavorisés dans des zones urbaines et rurales.
- Atteindre pour 2020 une finalisation universelle de qualité de ce qui est essentiel, en promouvant l'accès pour les derniers groupes qui ne sont pas inscrits à l'école et en assurant le maintien total des enfants qui en accèdent.
- Progresser vers la finalisation universelle de l'enseignement secondaire inférieure et réduire les disparités entre les sexes ou celles liées avec l'environnement et les conditions socioéconomiques.

- Réglementer l'évolution de la main-d'œuvre dans le deuxième cycle général afin de mieux adapter la partie supérieure du système aux besoins de l'économie.
- Développer l'offre de formation technique et professionnelle et l'adapter aux spécificités de la demande sociale et à la diversité des besoins des secteurs formels et informels de l'économie.
- Établir une politique de développement contrôlée et mesurée pour l'enseignement supérieur et renforcer la recherche scientifique.
- Améliorer la qualité de l'apprentissage et la pertinence de l'enseignement dans tous les niveaux.
- Intensifier la lutte contre l'analphabétisme à travers des programmes d'alphabétisation fonctionnels et post-alphabétisation.
- Promouvoir l'enseignement original coranique et renforcer sa contribution à l'enseignement de base.
- Développer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de gestion de ressources humaines et matériaux permettant une distribution équitable de l'offre d'enseignement (particulièrement, le Plan d'Action DPEF / PNDSE-2 49 réductions des risques dans l'affectation d'enseignants dans les établissements) et une transformation plus efficace des apports en résultats.
- Renforcer la gestion du secteur, à travers la recherche du processus de décentralisation, la participation de tous les auteurs dans le système et le développement d'outils de gestion et direction.

Le financement total de ce programme provient du budget national (90%) et programmes de coopération avec des organismes bilatéraux et multilatéraux (10%).

Système de la formation professionnelle en Mauritanie

Mauritanie coordonne la formation professionnelle à travers le Ministère de l'Éducation Secondaire et la Formation Technique Professionnelle.

La formation professionnelle et technique a la vocation principale de préparer aux jeunes pour l'emploi et se divise dans l'enseignement technique et professionnel (FTP) et la formation professionnelle (FP). La FTE est imposée dans les écoles de formation technique et professionnelle et dans les centres d'enseignement technique supérieure en quatre cours de formation qui durent de 2 à 3 ans, selon le diplôme.

Tableau 10. Types d'études de Formation Professionnelle et Technique. Élaboration ad hoc. Source : Ministère de Secondaire et Formation Technique Professionnelle

Catégorie	Durée de la formation (ans)	Établissement	Diplôme obtenu
Travailleurs qualifiés	2	Centre de formation et développement professionnel FPP	CAP
Techniciens	2	Lycées techniques	BEP
	2		BT
	3		BAC Technique
Techniciens supérieurs et ingénieurs	2	Centre d'enseignement technique supérieur	BTS et diplôme d'ingénieur

La FP est dispensée dans des centres de formation professionnelle qui délivrent des diplômes d'aptitude professionnelle (CAP) après la formation qui dure 2 ans. Des diplômes de formation ou qualification professionnelle sont également délivrés après cette formation à durée variable en fonction de la spécialité en question. L'organisation de FP n'a pas été modifiée dans la dernière réforme de 1999.

Le nombre d'élèves en FTP a augmenté de 5.389 élèves en 2011 à 8.667 élèves en 2018 (dernière donnée disponible), soit une augmentation de 60,81% en seulement sept ans, selon les données du Ministère. Selon ces mêmes données, en 2018, le 16,15% correspond aux élèves des centres privés, face au 22,30% en 2011.

La Mauritanie a aussi augmenté le nombre d'enseignants dans la période 2011-2018, en atteignant les 427 enseignants au cours de l'année 2018, soit une augmentation de 34,27%.

Tableau 11. Évolution du nombre d'élèves en FTP 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Ministère de l'Économie et l'Emploi de la Mauritanie

Évolution du nombre de FTP entre 2011-2018								
Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre total d'élèves	5.389	6.375	7.401	7.722	7.348	7.942	7.806	8.667
Élèves dans le secteur privé (pourcentage)	22,30%	21,20%	20,30%	30,00%	22,50%	27,10%	22,00%	16,15%
Élèves dans des centres publics	4.189	5.025	5.901	5.405	5.695	5.786	6.391	7.267
Nombre d'enseignants	318	358	373	376	372	378	400	427

L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) a publié un rapport en 2018 sur la formation professionnelle et technique en Mauritanie, où on analysait le taux d'insertion professionnelle des diplômés en FTP, compte tenu des données du gouvernement de la Mauritanie des diplômés entre les années 2012-2015. Selon ces études, le décrochage scolaire du système FTP entre 2012 et 2014 a été de 6.097 élèves, desquels 5.090 ont répondu à l'enquête (1.498 publiés en 2012, 1.565 en 2013 et 2.027 en 2014).

Les trois-quarts de ceux qui ont répondu sont des diplômés ayant un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou un certificat technique (BT), indépendamment de la promotion, avec une maîtrise des secteurs suivants : mécanique automobile, électricité pour la construction, électricité industrielle, plomberie et construction métallique.

Les écoles de formation technique et professionnelle commerciale et industrielle de Nouakchott, l'école de formation technique et professionnelle (LFTP) de Nouadhibou et le centre de formation professionnelle et développement (CFPP) de Nouakchott sont les principaux fournisseurs du marché du travail mauritanien, avec 46,8% des diplômés.

Conformément au même rapport de l'UNESCO, le temps moyen pour obtenir un emploi est de huit mois. Cependant, presque la moitié (47,9%) des diplômés insérés a trouvé du travail en moins de six mois après l'achèvement de leur formation. Pour les trois promotions, le taux d'insertion est le suivant :

- Promotion qui a terminé ses études en 2012 : 62% trois ans après de terminer ses études ;
- Promotion qui a terminé ses études en 2013 : 51,1% deux ans après de terminer ses études ;
- Promotion qui a terminé ses études en 2014 : 50.3% un an après de terminer ses études.

En 2015, le taux d'insertion professionnelle était de 43,9%, 15 mois après l'inscription, desquels un peu plus de la moitié n'a pas coïncidé avec la formation reçue. Cet indicateur est important dans l'analyse des difficultés expérimentées par les diplômés de la FTP dans le marché du travail mauritanien parce qu'elle mesure la durée de passage de la formation à l'emploi. Cependant, son calcul et sa modélisation représentent des enjeux méthodologiques parce que les données sont limitées, dû à l'idiosyncrasie du pays et le poids du secteur informel.

Analyse des politiques publiques en emploi et formation en Mauritanie

En Mauritanie, le système de formation technique et professionnelle a évolué dans un cadre institutionnel très instable depuis sa mise en œuvre dans les années 1960. Les divers noms et attributions du ministère responsable et les changements fréquents dans la fixation de FTP le démontrent. Malgré cette instabilité institutionnelle, la politique et le système FTP a été mise en œuvre graduellement, avec des étapes successives visant à améliorer son offre et sa qualité, ce qui a donné quelques résultats, selon l'UNESCO.

La première loi approuvée en 1968 faisait référence uniquement à l'enseignement technique, mais sans une direction ni organisation claire du secteur de la FTP. Après deux modifications de cette loi (ordonnances de 1981 et 1989), on introduit les nouvelles visions politiques des autorités mauritaniennes concernant, particulièrement, l'objectif de l'enseignement technique, les niveaux d'enseignement et sa nature (professionnelle au lieu de technique), on consulte des organismes professionnels concernant les objectifs, les programmes et les méthodes de financement de l'enseignement technique et professionnelle. La Loi N° 98-007 de 1998 a unifié le système et a harmonisé le cadre légal pour la FTP.

Une autre étape importante pour la FTP a été le lancement d'un processus pour développer la Stratégie Nationale de Formation Technique et Professionnelle (SNDFTP) afin de fournir au département ministériel une vision globale, accompagné d'un plan de mise en œuvre pour le développement d'un système FTP national moderne et capable d'affronter les enjeux du développement économique et social du pays.

Cette stratégie, dans sa deuxième phase (2010-2020), la vision du gouvernement et son objectif est de faire que le système FTP puisse satisfaire les besoins des individus et des entreprises en mieux adaptant l'offre de formation à la demande sociale et économique. Elle est divisée en quatre domaines : i) améliorer la direction et la gouvernance du système de la FTP ; ii) améliorer la capacité de formation ; iii) l'extension de l'offre de formation ; et iv) améliorer l'efficacité interne et externe du système et sa fixation par rapport à l'économie.

Dernièrement, il convient de souligner le développement d'une nouvelle loi concernant la FTP, approuvée par le Conseil de Ministres le 2 novembre 2017. Cette nouvelle loi clarifie les différents types de FTP (initial, alternatif, continu, d'apprentissage) et réaffirme la priorité donnée à FTP par l'État, en révélant certaines failles de l'ancienne loi dans les domaines de direction et gestion de la FTP. Quant aux politiques publiques pour améliorer la formation professionnelle technique en Mauritanie, il existe trois programmes coordonnant l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP-FPT) :

Tableau 12. Programmes de promotion de la FPT en Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source INAP-FPT

Programme	Objectifs	Organisme de financement	LIEN
Projet de soutien à la Formation Technique et Professionnelle (PAFTP)	Le projet soutient la stratégie de Formation Technique et Professionnelle (FTP) du pays qui a pour but d'adapter le système de formation aux besoins qualitatifs et quantitatifs spécifiques de tous les secteurs productifs, et rediriger le secteur FTP vers la demande du marché.	Banque Mondiale	LIEN
Programme de soutien à la Formation par Apprentissage (AFPA)	Renforcer l'employabilité des jeunes et fournir les capacités professionnelles dont les entreprises ont besoin, particulièrement des Petites et des Moyennes Entreprises, pour améliorer sa capacité productive et ses revenus.	Union Européenne et Agence de Coopération de la France	LIEN
Projet d'amélioration de l'employabilité de diplômés en Mahadras	Le projet soutient la mise en œuvre de la stratégie de formation technique et professionnelle du gouvernement, le but du projet est d'offrir de la formation qualifiée pour les diplômés de mahadras et les diplômés de l'école primaire en vue de son intégration professionnelle et sa participation dans la vie active.	États-Unis	LIEN

En outre, l'INAP-FPT gère aussi le Fond Autonome pour la Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (FAP-FPT), que c'est un mécanisme contribuant à la direction de la FTP motivée par la demande du secteur privé et les demandeurs d'emploi.

Conclusions

Ce rapport a analysé, d'une part, les secteurs dynamiques de la Mauritanie et, d'autre part, le système de formation professionnel et technique du pays dans le but d'avoir une vision globale des besoins de formation dont les entreprises et le grand public ont réellement besoin.

Il ressort du rapport une série de conclusions qui laissent présager que le secteur de la formation professionnelle a un énorme potentiel dans les différents secteurs économiques du pays, malgré les difficultés structurelles comme la forte économie et la situation actuelle marquée par le coronavirus.

À la suite, on synthétise les éventuelles niches où il y a encore des besoins de main d'œuvre qualifiée et que la formation professionnelle et technique peut couvrir ces nécessités dans certaines compétences :

Industrie	<ul style="list-style-type: none"> •Métiers traditionnels •Mécanique pour ateliers de véhicules et réparations de machines •Opérateurs •Métiers liés à la construction
Entreprenariat	<ul style="list-style-type: none"> •Direction •Marketing •Finances
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> •Cadres moyens •Dirigeants •Service de base (serveurs, réceptionnistes, cuisiniers, etc.) •Langues
Agroalimentaation	<ul style="list-style-type: none"> •Technologie appliquée •Gestion efficace de l'eau et de l'énergie
Énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> •Installation et entretien •Conseil technologique et environnemental
Nouvelles technologies	<ul style="list-style-type: none"> •Informatique de base •Programmation •Direction et gestion des entreprises
Ports	<ul style="list-style-type: none"> •Opérateurs
Pétrole et gaz	<ul style="list-style-type: none"> •Techniciens •Cadres moyens

Illustration 4. Besoins de formation professionnelle en Mauritanie. Élaboration ad hoc.

ANNEXE : Index des tableaux, graphiques et illustrations

Index des tableaux

Tableau 1. Données de base de la Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : CIA WORLD FACT BOOK, Nations Unies et Banque Mondiale.....	2
Tableau 2. Principaux indicateurs économiques. Élaboration ad hoc. Sources : diverses.....	4
Tableau 3. Secteurs productifs de la Mauritanie Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale.....	8
Tableau 4. Taux de production industrielle et sous-taux 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Agence Nationale des Statistiques.....	10
Tableau 6. Puissance électrique installée d'énergie renouvelable. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement.....	17
Tableau 7. Taux de compétitivité touristique en Afrique. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique Mondial.....	20
Tableau 8. Taux de Compétitivité touristique de la Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique Mondial.....	20
Tableau 9. Classement des variables du taux d'entreprenariat global. Élaboration ad hoc. Source : Global Entrepreneurship and Development Institute.....	25
Tableau 10. Pourcentage de finalisation des études. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale.....	27
Tableau 11. Types d'études de Formation Professionnelle et Technique. Élaboration ad hoc. Source : Ministère de l'enseignement Secondaire et Formation Technique Professionnelle.....	29
Tableau 12. Évolution du nombre d'élèves en FTP 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Ministère de l'Économie et l'Emploi de la Mauritanie.....	30
Tableau 13. Programmes de promotion de la FPT en Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source INAP-FPT.....	32

Index des graphiques

Graphique 1. Taux de chômage 2010-2019. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale/OIT.....	5
---	---

Graphique 2. Contribution de l'emploi (%) par secteur en Mauritanie (2019). Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale/OIT.....6

Graphique 3. Contribution de l'industrie à l'emploi 1991-2019. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale.....7

Graphique 4. Taux de production industrielle de la Mauritanie 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Agence Nationale des Statistiques.....8

Graphique 5. Contribution de la construction au PIB de la Mauritanie 2015-2019 (Valeur ajoutée). Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement.....11

Graphique 6. Génération d'électricité, total (GWh. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale.....16

Graphique 7. Génération d'électricité en Mauritanie 2011-2018 selon la source d'énergie. Élaboration ad hoc : Banque Africaine de Développement.....17

Graphique 8. Capacité électrique installée pour les sources renouvelables. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement.....18

Graphique 9. Trafic de conteneurs (TEUs) en Mauritanie. Élaboration. Source : UNCTAD.....21

Index des illustrations

Illustration 1. Taux de compétitivité de la Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique et Mondial.....9

Illustration 2. Enjeux du secteur industriel. Élaboration ad hoc. Source : Ministère de l'Économie et l'Industrie de la Mauritanie.....12

Illustration 5. Objectifs de la politique TIC en Mauritanie. Élaboration ad hoc. Source : Ministère TIC de la Mauritanie.....24

Illustration 4. Besoins de formation professionnelle en Mauritanie. Élaboration ad hoc.....33